

## Lettre ouverte du Président de la FNPL

le 29 avril 2009

Le contexte laitier européen n'a jamais été aussi dégradé. En bout de chaîne, les producteurs de lait, partout en Europe, subissent des prix d'achat de leur production ne leur permettant plus de couvrir leurs charges.

La responsabilité de cette situation incombe essentiellement aux gouvernements des 27 Etats membres qui, réforme après réforme, ont vidé de sa substance une politique laitière qui avait pourtant permis à une filière de se construire, de créer de la valeur ajoutée, de participer à l'aménagement du territoire, tout en fournissant aux consommateurs des produits sains, variés, de qualité, en quantité et à des coûts raisonnables.

Dans ce contexte, la FNPL tient à interpeler :

- Les Pouvoirs Publics français, cosignataires de ces différentes réformes ; leur rappeler que le secteur laitier ne peut fonctionner sans régulation. Tous les grands pays laitiers dans le monde ont compris cette évidence. Leur rappeler également que renforcer le pouvoir de la grande distribution est contre productif, y compris pour le pouvoir d'achat des consommateurs. Leur rappeler enfin l'aberration de l'application aveugle des règles de la concurrence qui musèlent l'interprofession alors même que tout concourt à son nécessaire renforcement.
- Un certain nombre d'entreprises pour lesquelles la seule vision d'avenir est un marché européen dont la valorisation serait dirigée par le marché mondial et pour lesquelles les producteurs resteraient la seule variable d'ajustement.
- La grande distribution qui, grâce au pouvoir que lui a donné la dernière LME, ne cesse de faire pression sur une filière au bout de laquelle se trouvent les éleveurs.

Je demande à tous les intervenants de bien y réfléchir : La filière doit s'organiser et avoir comme objectif essentiel de préserver et même d'améliorer la valorisation sur le marché intérieur européen et en tout premier lieu français.

Pour la FNPL, il n'y a pas de fatalité et elle propose un plan d'action en 6 points :

1. Faire en sorte que la conjoncture actuelle n'empêche pas tout le travail nécessaire pour construire l'avenir ; pour cela, elle interpelle l'ensemble des entreprises coopératives et privées afin que, le plus rapidement possible, un prix du lait annuel puisse être négocié entre producteurs et transformateurs, tenant compte de la situation économique des différents partenaires.
2. Travailler dès maintenant à un nouveau relationnel entre producteurs et entreprises où les discussions devront porter à la fois sur le prix et les volumes.
3. Réorganiser l'amont de la filière, au niveau régional, en permettant aux producteurs de ne pas devenir concurrents entre eux et en leur donnant les moyens d'une relation équilibrée avec les entreprises.
4. Travailler à un logo liant les produits laitiers à l'origine de la matière première permettant ainsi aux consommateurs de responsabiliser leurs achats.
5. Solliciter les Pouvoirs Publics français pour un accompagnement financier à la fois sur le court terme, afin de nous permettre de tenir durant la crise, mais aussi sur le moyen terme afin de poursuivre la modernisation de nos exploitations
6. Responsabiliser les politiques de l'Union Européenne pour maintenir un système de régulation dans le secteur laitier, notamment en consolidant l'intervention.

A l'heure où certains cherchent à exploiter la crise par des discours démagogiques, la FNPL poursuit son travail pour trouver de véritables solutions aux problèmes de notre secteur.

**Henri Brichart**